



# Occupy Gezi : Est-il possible de penser une rupture durable ?

Asli Telseren

## ► To cite this version:

Asli Telseren. Occupy Gezi : Est-il possible de penser une rupture durable?. Encyclo. Revue de l'école doctorale Sciences des Sociétés ED 624, 2014, pp.35-49. hal-01158303

**HAL Id: hal-01158303**

**<https://u-paris.hal.science/hal-01158303>**

Submitted on 31 May 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# *Encyclo*

*Revue de l'École doctorale ED 382*

## *Économies*

---

Pensée critique

## *Espaces*

---

Politique

## *Sociétés*

---

Pratiques sociales

## *Civilisations*

---

*À la mémoire de  
Mehmet Ayvalıtaş, Abdullah Cömert,  
Ali İsmail Korkmaz, Ethem Sarısülük, Medeni Yıldırım,  
Ahmet Atakan, et Berkin Elvan...*

### **OCCUPY GEZI : EST-IL POSSIBLE DE PENSER UNE RUPTURE DURABLE ?**

Lorsqu'elle survient, une rupture distord les lignes du temps<sup>1</sup>. Comme l'appel à communication du colloque *Les temps de la rupture* expliquait : « Elle bloque le fonctionnement consensuel des espaces publics, des pratiques sociales, des règles et des lois régulant les mouvements des corps et des pensées pour y installer de nouvelles possibilités de vie, pour y matérialiser les rêves à venir »<sup>2</sup>. En cherchant à établir les nouvelles formes de vivre ensemble, toute rupture politique s'accompagne des actions inventives et solidaires. Un exemple parmi d'autres : *Occupy Gezi* à İstanbul. L'infirmerie, pour traiter en urgence les blessé-e-s des barricades, la bibliothèque et le jardin, pour planter des légumes, constituent un ensemble de dispositifs installés place Taksim pendant l'occupation de juin 2013, qui s'inventent dans l'espace d'une rupture et permettent de la prolonger. Dans cet article, nous considérerons la rupture comme une notion politique qui renvoie à une « manière de faire » de la politique, et nous nous interrogerons sur la possibilité ou l'impossibilité d'une rupture durable dans le cas de la Turquie. Nous en discuterons à travers l'expérience d'*Occupy Gezi* (les médias turcs et les

---

\* Laboratoire de Changement Social et Politique (LCSP) / Centre d'Enseignement, de Documentation et de Recherche pour les Études Féministes.

<sup>1</sup> Appel à communication du deuxième colloque des jeunes chercheurs en études critiques du politique « Les Temps de la rupture », consulté le 23 septembre 2014 sur <http://ed382.ed.univ-paris-diderot.fr/Les-temps-de-la-rupture>.

<sup>2</sup> *Ibid.*

manifestant-e-s l'appellent également « *Gezi Direnişi* », qui signifie « *la résistance de Gezi* »).

Ce mouvement a vu le jour suite à la décision du gouvernement turc de démolir le parc de Gezi à İstanbul, afin d'y construire un gigantesque complexe, qui regrouperait un centre commercial, une résidence et une caserne militaire. Le mouvement de résistance a commencé le soir du 27 mai 2013, quand une cinquantaine de personnes se sont rassemblées pour empêcher la démolition du parc. Cette résistance, qui était au départ une protestation pacifique contre la destruction du parc, s'est progressivement transformée en contestation nationale, suite aux mesures répressives prises par le gouvernement.



Illustration 1 : Osman Örsal, *Parc de Gezi*, 28 mai 2013.

### ***Contexte et méthodologie de recherche***

J'ai participé, en tant que manifestante, au mouvement à ses débuts. En tant que manifestante, j'étais essentiellement avec les groupes féministes. Mais grâce à mes contacts, j'étais en lien avec

plusieurs occupants y compris la Chambre des Architectes et des Ingénieurs (TMMOB) qui est un des groupes fondateurs de la plateforme Solidarité Taksim<sup>3</sup>. Suite au retrait de la police de la place, dans l'après-midi du 1<sup>er</sup> juin, j'ai décidé d'effectuer une étude sur l'occupation qui continuait.

J'ai adopté essentiellement une méthode qualitative. Les matériaux constituant cette recherche ont été collectés à l'occasion de l'observation participante à l'occupation du parc de Gezi et des entretiens non-directifs formels et informels que j'ai effectués avec les manifestant-e-s à Istanbul. Du 8 juin 2013, jusqu'à l'expulsion des manifestant-e-s du parc, le 15 juin, j'étais sur place. J'ai pu faire des observations jour et nuit. Sur la base du volontariat, une centaine de personnes ont été interrogées. La diversité des répondant-e-s a été recherchée, en veillant à ce que les différentes classes sociales et les différentes générations soient représentées. L'âge des répondant-e-s retenu-e-s est compris entre 16 et 60 ans, et leurs revenus mensuels oscillent entre 300 liras et 5 000 liras<sup>4</sup>. Plus nombreuses, les femmes constituent 60% des interrogé-e-s. Les entretiens portaient sur les violences policières et l'attitude du gouvernement vis-à-vis du mouvement ainsi que sur leurs expériences d'Occupy Gezi, les changements qu'elles/ils attendaient de la vie politique en Turquie, le déroulement du mouvement, ses raisons, ses dynamiques, et ses effets possibles sur la période à venir. Ce sont ces entretiens qui déterminent le titre de cet article. En effet, les répondant-e-s avaient l'espoir d'une continuité de ces dynamiques, notamment d'une solidarité entre groupes auparavant coupés les uns des autres.

Outre l'analyse des entretiens, cet article se base sur une analyse des nouvelles sur l'occupation issue d'un échantillon de journaux turcs imprimés (*Radikal*, *Vatan*, *Milliyet*) et en ligne (Sol Portal, Bianet, CNN Türk) pendant l'été 2013 et de décembre 2013 à mi-janvier 2014, mis en regard avec les matériaux d'observation. J'ai veillé à ce que les différentes positions vis-à-vis du mouvement et du gouvernement soient représentées. *Radikal* est un quotidien national de centre gauche. *Vatan* et *Milliyet* sont des journaux populaires qui

---

<sup>3</sup> La plateforme Solidarité Taksim est le moteur de l'occupation. Il s'agit d'un collectif de 128 organisations regroupant chambres professionnelles, des syndicats, partis politiques, ONG environnementales, des militants des droits des femmes et LGBT, des collectifs d'artistes etc. Cette plateforme, formée en 2012 a été à l'origine de la résistance pacifique contre le projet de réaménagement urbain de Gezi.

<sup>4</sup> 1 euro = 2,87 liras (TL).

font partie des médias *mainstream*. Les sites d'actualité Sol Portal et Bianet se situent à gauche, CNN Türk est la version turque de CNN.

### ***Occupy Gezi : une rupture***

*Occupy Gezi* est un mouvement social parmi d'autres, caractérisés par leur spontanéité. Souvent ils se déroulent sur un temps court<sup>5</sup>. Au delà de l'émergence et de la disparition d'un mouvement, nous proposons de mesurer la « durabilité de la rupture », à l'aune des changements qu'il opère sur les structures sociales. En pensant cela, nous affirmons que cette contestation nationale peut être considérée comme une rupture dans les modes d'actions adoptés : nouveau mode de coordination, d'organisation et de réaction contre les politiques autoritaires en Turquie. Tout d'abord, malgré la violence policière que les manifestant-e-s ont subi (utilisation de gaz lacrymogène et d'armes à balles en caoutchouc), elles/ils n'ont pas utilisé d'armes, mis à part des pierres pendant la construction des barricades, contrairement aux mouvements des années 1970 ou au mouvement kurde en Turquie. Deuxièmement, *Occupy Gezi* a été initié par des jeunes, dit-e-s *apolitisé-e-s*, né-e-s après le coup d'État de 1980, par lequel le néolibéralisme et le néo-conservatisme se sont imposés en Turquie. Cette génération a souvent évité de s'engager politiquement, à cause de l'oppression politique et de la peur issue des histoires familiales pré et post coup d'État, et ce quelles que soient les positions de leurs familles sur l'échiquier politique. Sur ce point, ajoutons que la plupart des manifestant-e-s sont « non-organisé-e-s », n'ayant aucun lien avec les partis politiques, collectifs, associations ou encore organisations non gouvernementales. Cela peut être une des raisons pour lesquelles le mouvement a été, et est soutenu par la majorité de la population du pays. Une fois le mouvement lancé, il a été soutenu par les générations politisées précédentes. Arménien-ne-s, Kurd-e-s, Turcs/Turques, gauchistes, nationalistes, conservateurs, kémalistes, riches, pauvres, féministes, groupes LGBT, alevis, sunnis, juifs/juives se sont réuni-e-s le temps de cette lutte contre la pression du gouvernement ; phénomène remarquable et inédit compte-tenu des oppositions historiques qui fondent ces catégories. Enfin, ce mouvement se place en rupture par rapport aux mouvements passés par son mode de coordination et de diffusion rapide grâce à l'utilisation d'internet et

---

<sup>5</sup> Giovanni ARRIGHI, Terence K. HOPKINS et Immanuel WALLERSTEIN, *Sistem karştı hareketler*, İstanbul, Metis, 2004, p. 35 (Version originale: *Anti-systemic movements*, Londres, Verso, 1989).

surtout des réseaux sociaux en ligne.

À partir de cette expérience, nous allons nous interroger sur les raisons qui ont fait émerger le mouvement, et sur son moment d'émergence. Ensuite, nous analyserons les rapports et interactions des manifestant-e-s pendant l'occupation du parc en nous demandant si cette rupture va dans le sens d'une construction d'une nouvelle identité collective. Finalement nous nous demanderons ce qu'il reste aujourd'hui de cette expérience.

### *Une spontanéité attendue*

Nous avons choisi ce sous-titre paradoxal pour discuter les raisons et les pratiques qui ont mené à ce mouvement imprévisible et spontané. Mais avant de répondre à ces questions, rappelons qu'*Occupy Gezi* est un mouvement sans leader, non armé, collectif et venant du peuple. Son caractère non hiérarchique est ce qui le différencie des mouvements précédents qui ont émergé en Turquie. Même s'il a des liens avec les mouvements politiques de gauche des années 1960-1970, le fait qu'il rassemble les différentes fractions de la gauche a participé à son autonomie. Le mouvement, parti d'un *sit-in* pacifique lancé par de jeunes écologistes le soir du 27 mai 2013, contre la démolition du parc Gezi, s'est répandu dans 80 provinces de la Turquie, sur 81. Même s'il existe une tradition de mouvements sociaux en Turquie, c'est la première fois qu'on assiste à une protestation et une solidarité à ce point généralisée. Pour faire un bilan rapide, du 28 mai 2013 jusqu'à la fin de la première semaine du mois de septembre 2013, il y a eu 5 532 manifestations en Turquie<sup>6</sup>. Selon l'estimation non-officielle<sup>7</sup>, environ 7 548 500 personnes (environ 3 545 000 selon le gouvernement<sup>8</sup>) ont participé aux manifestations seulement à Istanbul entre le 28 mai 2013 et la première semaine du septembre 2013. Selon l'Association médicale turque, il y a eu 8 163

<sup>6</sup> Service d'actualité de *Radikal*, « Polisten Gezi olaylarıyla ilgili ilginç rapor », *Radikal*, 25/11/2013 [www.radikal.com.tr/turkiye/polisten\\_gezi\\_olaylariyla\\_ilgili\\_ilgin\\_nc\\_rapor-1162696](http://www.radikal.com.tr/turkiye/polisten_gezi_olaylariyla_ilgili_ilgin_nc_rapor-1162696) (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>7</sup> Bahadır SELİM DIREK, « Gezi'te rekor katılım : 7,5 milyon yurttaş », *Aydınlık*, 13/09/2013, [www.aydinlikgazete.com/mansetler/24955-geziye-rekor-katilim-75-milyon-yurttas.html](http://www.aydinlikgazete.com/mansetler/24955-geziye-rekor-katilim-75-milyon-yurttas.html) (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>8</sup> Service d'actualité de *Dağ Medya*, « Türkiye İnsan Hakları Vakfı: 'Gezi Parkı gözaltı sayısı 3 bin 773, tutuklu sayısı 125' », *Dağmedya.net*, 02/08/2013 <http://www.dagmedya.net/2013/08/02/turkiye-insan-haklari-vakfi-gezi-parki-gozalti-sayisi-3773-tutuklu-sayisi-125/> (consulté le 11 novembre 2014).

blessé-e-s<sup>9</sup> entre le 28 mai et le 15 juin (date d'expulsion), et sept morts parmi lesquels Berkin Elvan, âgé de quinze ans<sup>10</sup>.

Mais comment et pourquoi, au delà de sa spontanéité, ce mouvement a-t-il émergé à ce moment précis ? Au regard de certaines pratiques et expériences politiques et sociales qui ont vu le jour depuis ces dernières années, à l'image des mouvements d'étudiant-e-s à Ankara, des grèves d'ouvriers et de fonctionnaires, des protestations de paysans et écologistes contre la construction de centrales nucléaires et hydroélectriques, du mouvement féministe contre les politiques patriarcales et autoritaires du gouvernement d'AKP, (Parti pour la justice et le développement, en turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*) parti politique du gouvernement depuis 2002, issu d'un mouvement islamique et qui se définit comme démocrate et conservateur, nous aurions pu envisager qu'un tel mouvement émerge en Turquie du fait d'un cumul de *déceptions* sous ce gouvernement. Nous pouvons aussi dire que ces mouvements et protestations ont préparé les conditions pour les manifestations pacifiques, dans lesquelles nous voyons une rupture avec les mouvements sociaux armés des années 1960 et 1970 et le mouvement kurde en Turquie.

Même si l'élément déclencheur du mouvement a été la défense du parc de Gezi, il est difficile de considérer qu'il ne soit pas également symptomatique d'un rejet par la population des politiques sociales, économiques et culturelles de l'AKP. Des politiques néolibérales<sup>11</sup> : privatisation des établissements publics<sup>12</sup>, règlements sur l'emploi<sup>13</sup>, etc. ; néo-conservatrices : incitation au mariage<sup>14</sup>,

<sup>9</sup> La déclaration de l'Association Médicale Turque, 05/06/2013, [en ligne] : <http://www.ttb.org.tr/index.php/Haberler/veriler-3842.html> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>10</sup> Marc SEMO, « Turquie, les larmes de la révolte », *Libération*, 14/03/2014, [http://www.liberation.fr/photographie/2014/03/14/turquie-les-larmes-de-la-revolte\\_987182](http://www.liberation.fr/photographie/2014/03/14/turquie-les-larmes-de-la-revolte_987182) (consulté le 11 novembre 2014); Ragıp DURAN, « En Turquie, la rue se réveille contre Erdoğan l'« assassin » », *Libération*, 13/03/2014, [http://www.liberation.fr/monde/2014/03/12/en-turquie-la-rue-se-reveille-contre-erdogan-l-assassin\\_986649](http://www.liberation.fr/monde/2014/03/12/en-turquie-la-rue-se-reveille-contre-erdogan-l-assassin_986649) (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>11</sup> Service d'économie de Sol, « 10 yılda ekonomi: Neo-liberal dönüşümün iktisadi bilançosu », *Sol*, 3/11/2012, <http://haber.sol.org.tr/ekonomi/10-yilda-ekonomi-neo-liberal-donusumun-iktisadi-bilancosu-haberi-61837> (consulté le 3 mai 2014).

<sup>12</sup> Hakan OMAK, « Son on yılda satılan kuruluşlar », *Hürriyet Australia*, 28/08/2013, <http://www.hurriyet.com.au/index.php/2012-03-06-18-05-25/item/738-son-10-y-lda-sat-ilan-kuruluslar> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>13</sup> Service d'actualité de *Bianet Ankara*, « Kesk'in 'torba yasası' açıklamasının tam metni », *Bianet.org*, 26/01/2011, <http://www.bianet.org/bianet/toplum/127423-kesk-in-torba-yasasi-aciklamasinin-tam-metni> (consulté le 11 novembre 2014).



interdiction de vente des boissons alcoolisés après 22 heures<sup>15</sup> ; antidémocratiques : censure des médias ; et anti-écologiques : projets de centrales nucléaires<sup>16</sup> par exemple. Ces politiques se sont rigidifiées depuis 2007, entraînant des violences économiques (augmentation du chômage et de l'injustice liées à la mauvaise répartition de la richesse), idéologique (pression sur les médias<sup>17</sup>), physiques (la violence perpétrée par la police pendant les manifestations ou en garde à vue)<sup>18</sup>, et symboliques (discours des ministres, qui participent à stigmatiser certains groupes ou individus tels que les femmes, les LGBT, les alevis, ou les personnes handicapées). Quelques exemples de ces violences symboliques : Recep Tayyip Erdoğan déclare, en 2011, qu'il ne « [croit] pas en l'égalité entre les hommes et les femmes »<sup>19</sup>. Et le ministre de la santé Recep Akdağ a dit en 2011 à un homme handicapé, qui demandait l'amélioration des conditions du travail et l'augmentation du salaire minimum : « Tu es aveugle, nous t'avons recruté, tu gagnes de l'argent, non ? »<sup>20</sup>. Notre analyse sur un échantillon d'articles et de sites d'actualités<sup>21</sup> montre que ce climat alimente un sentiment d'injustice. Nous pouvons donc considérer ce mouvement comme l'expression du mécontentement d'une grande

<sup>14</sup> Pour l'exemple d'un projet : service d'actualité de *Sol*, « AKP'den evli ve çocuklu yasaları geliyor », *Sol*, 25/08/2013, <http://haber.sol.org.tr/kadinin-gunlugu/akpden-evli-ve-cocuklu-yasaları-geliyor-haberi-78560> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>15</sup> Service d'actualité de *CNN TURK*, « İçki satış yasağı başladı », *CNN TURK*, 10/09/2013, <http://www.cnntrk.com/2013/turkiye/09/10/icki.satis.yasagi.baslandi/722837.0/> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>16</sup> La déclaration du département exécutif d'énergie nucléaire, « Ülkemizde nükleer santral projeleri », 2013, [en ligne] : <http://www.nukleer.gov.tr/index.php/nukleer-santral-projeleri> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>17</sup> Jonathon BURCH, « Turkey is "world's biggest prison" for journalists – watchdog », *Reuters*, 19/12/2012, <http://www.reuters.com/article/2012/12/19/turkey-media-idUSL4N09T4RL20121219> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>18</sup> Dave HILL, « Gezi üzerine düşünceler ve uyandırdığı tepkiler », traduit par Damla YESİL, in Kemal İNAL (éd.), *Gezi, isyan, özgürlük : Sokağın şenlikli muhalefeti*, İstanbul, Ayrıntı, 2013, p. 344.

<sup>19</sup> Service politique de *Vatan*, « Kadınla erkek eşit olamaz », *Gazete Vatan*, 20/07/2010, <http://haber.gazetevatan.com/kadinla-erkek-esit-olamaz/318006/9/siyaset> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>20</sup> Service d'actualité de *CNN TURK*, « Gözlerin görmüyor, sana iş vermişiz », *CNN TURK*, 15/05/2011, <http://www.cnntrk.com/2011/turkiye/05/15/gozlerin.gormuyor.sana.is.vermisiz/616789.0/> (consulté le 3 mai 2014).

<sup>21</sup> *Radikal*, *Vatan*, *Milliyet* et les sites d'actualités du Sol Portal, Bianet, CNN Türk en été 2013.

partie de la population contre le chômage, l'augmentation de l'inégalité sociale et économique, la démolition des espaces publics, et les problèmes écologiques. Ainsi, ce mouvement a-t-il été initié par les jeunes, étudiant-e-s, lycéen-ne-s, jeunes diplômé-e-s, en somme, par les individus dont la situation est instable et précaire dans ce système. C'est pour ces raisons que les revendications ont été larges et que le mouvement ne s'est pas focalisé seulement sur un changement de gouvernement. À cet égard, nous pouvons le voir comme une lutte pour un pouvoir social, et non directement pour la conquête du pouvoir politique. C'est un des points sur lesquels nous pouvons remarquer une rupture par rapport aux mouvements politiques précédents. Mais est-ce que cela montre un changement de paradigme des mouvements politiques en Turquie ? Sur ce point, comme l'évoque Gül Zileli, les anciens mouvements sociaux en Turquie étaient plutôt progressistes et industrialistes et les manifestant-e-s de l'époque voyaient la révolution politique comme un moyen pour arriver à ce but. Mais *Occupy Gezi*, suite aux expériences de mai 68 et aux autres mouvements d'*Occupy*, s'y est refusé dès le début : il est resté une protestation écologique dont le but est une nouvelle forme de vie<sup>22</sup>. Du fait de ce changement, nous ne voyons pas le leadership d'une classe, le mouvement est ouvert à toutes les classes sociales. Une enquête a été menée par le centre de recherche Samer sur un échantillon de 3 944 personnes d'au moins dix-huit ans à Istanbul et à Izmir en décembre 2013 pour décrire le profil des manifestant-e-s du mouvement :

1- 16,27 % de la population d'Istanbul (au moins 1 500 000 personnes qui ont au moins dix-huit ans) a participé activement aux manifestations. Si nous nous rappelons la participation massive des lycéen-ne-s, nous pouvons dire que ce chiffre devrait être vu à la hausse.

2- Le revenu de 9,48% des manifestant-e-s d'Istanbul est constitué de moins de 1 000 TL [environ 347 €]. Pour 28,68 % de ces manifestant-e-s, il représente moins de 1 500 TL [environ 521 €] et pour 57,61% d'entre eux, il est de moins de 2 500 TL [environ 870 €]. Pour 16,46% des manifestant-e-s stambouliotes, il dépasse les 5 000 TL [environ 1 740 €].

3- 35,5 % des manifestant-e-s sont des ouvrier-e-s et 60 % d'entre eux gagnent moins de 1 600 TL [environ 557€] par mois. Alors que 31,2 % des manifestant-e-s travaillent dans des secteurs variés tels

<sup>22</sup> Gül ZİLELİ, « Devrimde devrimde bir gezinti », in Kemal İNAL (dir.), *Gezi, isyan, özgürlük : Sokağın şenlikli muhalefeti*, İstanbul, Ayrıntı, 2013, p. 58-72.

que la finance, l'éducation, la culture, la santé, la littérature, l'assurance etc., ceux-ci gagnent environ 2 500 TL [environ 870 €].

4- 8,97 % des manifestant-e-s d'Istanbul sont syndiqué-e-s.

5- Parmi les manifestant-e-s d'Istanbul et d'Izmir, la proportion de Kurdes est de 13,68%<sup>23</sup>.

*Occupy Gezi* n'est donc pas un mouvement « élitiste ». Ce serait faire erreur que de considérer ce mouvement comme un mouvement de la classe moyenne, car, les manifestant-e-s ont tout-e-s des parcours de vie et des situations sociales distinctes, de la grande bourgeoisie à la classe ouvrière. Sur ce point, il est important de rappeler que les jeunes qui ont perdu la vie lors de ces manifestations sont issus des familles ouvrières.

Jusqu'ici, nous avons parlé des expériences et des pratiques que nous pouvons interpréter comme les éléments qui ont déclenché la contestation sociale, faisant de ce mouvement spontané un événement attendu. Mais du fait de sa spontanéité et des dynamiques politiques autoritaires et des violences policières en Turquie, il était délicat de prévoir un tel mouvement. Une telle résistance était même imprévisible pour les manifestant-e-s. La persévérance des résistant-e-s non-organisé-e-s était un aspect également inattendu. Alors, comment *Occupy Gezi* a émergé à ce moment-là ?

Ahmet Soysal l'évoque : « Le système néolibéral produit une illusion : une illusion de liberté »<sup>24</sup>. Et il ajoute : « Le système propose aux individus des alternatives pour vivre et exister. Les individus s'habituent à trouver des alternatives dans le système et ainsi ils ne peuvent nier le système facilement »<sup>25</sup>. *Occupy Gezi* est une résistance importante, à cet égard, dans l'histoire de la Turquie. Les individus qui ne pouvaient pas trouver d'alternative dans le système ont dépassé la peur et les manifestant-e-s ont pu se libérer de cette illusion intériorisée<sup>26</sup>. C'est en cherchant de nouvelles alternatives que s'est construite la première expérience de démocratie directe en Turquie, à travers les réunions régulières chaque jour à 10h du matin pour

<sup>23</sup> Erdem YÖRÜK, « Gezi'ye kimler katıldı : Orta sınıflar, işçiler, türkler ve kürtler hakkında bazı somut bilgiler ve saptamalar », *T24*, 27/01/2014, <http://t24.com.tr/yazarlar/erdem-yoruk/geziye-kimler-katildi-orta-siniflar-isciler-turkler-ve-kurtler-hakkinda-bazi-somut-bilgiler-ve-saptamalar>, 8391 (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>24</sup> Ahmet SOYSAL, « Küresel yeni-faşizm'de sol ve devrimci pratikler », in Volkan ÇELEBİ et Ahmet SOYSAL (dir.), *Direnşi düşünmek : 2013 Taksim Gezi Olayları*, İstanbul, Monokl, 2013, p. 169.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

discuter de la continuation du mouvement, des demandes concrètes des manifestant-e-s etc. C'est aussi pendant cette recherche que les occupant-e-s du parc ont créé un autre mode de vie qu'ils/elles appellent « *Commune de Taksim* », en se référant à la Commune de Paris<sup>27</sup>. Dans la *Commune de Taksim*, une structure a émergé, basée sur le partage et la gratuité des biens (de l'eau aux tampons/serviettes hygiéniques, de la nourriture aux cigarettes etc.), qui bousculait les hiérarchies entre classes sociales, individus d'origine ethniques différentes, sexes et sexualités. Ainsi, cette résistance se rapproche des dynamiques qu'on ne pouvait pas penser ensemble auparavant, notamment par rapport aux types d'acteur-e-s, à leurs problèmes prioritaires et leurs modes d'action<sup>28</sup>.

### *Vers une identité collective*

Dans l'illustration n°2, une femme, capturée pendant l'intervention policière du 11 juin 2013, porte le drapeau de la Turquie, flanqué d'une image de Mustafa Kemal Atatürk ; un homme porte le drapeau du BDP (*Barış ve Demokrate Partisi*, « Parti pour la paix et la démocratie », un parti politique kurde) ; un autre homme dont le signe de main symbolise les « loups-gris »<sup>29</sup>. Cette scène était inimaginable pour la plupart des personnes qui connaissent l'histoire politique de la Turquie et les conflits entre militant-e-s panturcs, kémalistes<sup>30</sup>, gauchistes<sup>31</sup> et nationalistes kurdes (les militant-e-s du PKK surtout<sup>32</sup>). Depuis les années 1960 il existe un conflit entre les groupes de gauche (y compris kémalistes) et de droite. Les deux côtés

<sup>27</sup> Erdem YÖRÜK, « Taksim Komünü », *Bianet*, 06/06/2013, <http://www.bianet.org/bianet/siyaset/147280-taksim-komunu> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>28</sup> Yücel DEMİRER, « Nefsi Müdafaa Kardeşliği: Gezi ve Kürt siyasallığı », in Kemal İNAL (dir.), *Gezi, isyan, özgürlük : Sokağın şenlikli muhalefeti*, İstanbul, Ayrıntı, 2013, p.163.

<sup>29</sup> Il s'agit d'un mouvement dont la doctrine principale est le nationalisme pan-turc, laïc.

<sup>30</sup> Même si chacun en donne une définition différente, et que sa place dans l'échiquier politique évolue de la gauche au centre des années 1960 à nos jours, nous pouvons brièvement définir le kémalisme comme idéologie fondée sur les six principes de Mustafa Kemal Atatürk<sup>30</sup>, fondateur de la République de la Turquie : républicanisme, populisme, laïcité, révolutionnarisme, nationalisme, étatismisme.

<sup>31</sup> Il s'agit de groupes de différentes fractions de gauche comme les marxistes-léninistes, les stalinistes, les trotskistes, maoïstes, etc.

<sup>32</sup> Parti des travailleurs du Kurdistan, une organisation armée fondée par Abdullah ÖCALAN, *Partiya Karkerên Kurdistan* en kurde.

ont perdu des militant-e-s pendant les conflits armés qui les ont opposés au cours des années 1960, 1970, et 1980. Et depuis les années 1980, jusqu'en mars 2013<sup>33</sup>, il existait également un conflit entre le PKK et l'armée turque. Quand nous pensons aux expériences précédentes que nous venons d'évoquer, la photo 2 devient plus signifiante pour montrer les dynamiques et la solidarité parmi les différents groupes pendant *Occupy Gezi*.



Illustration 2 : Uğur Can, intervention policière de 11 juin 2013

Des scènes similaires de solidarité collective, en dépit des divergences historiques, ont pu s'observer dans d'autres villes<sup>34</sup>. À cet égard, *Occupy Gezi* constitue une véritable rupture car il a rassemblé ces différentes dynamiques pour la première fois en Turquie. Cette rupture annonce-t-elle la construction d'une nouvelle identité collective ?

<sup>33</sup> Jérôme BASTION, « Turquie: cessez-le-feu historique annoncé par le chef emprisonné du PKK », *RFI*, 21/03/2013, [www.rfi.fr/europe/20130321-turquie-cessez-le-feu-historique-annonce-le-chef-emprisonne-pkk/](http://www.rfi.fr/europe/20130321-turquie-cessez-le-feu-historique-annonce-le-chef-emprisonne-pkk/) (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>34</sup> Onur GÜNAY, « Lice'den Gever'e Gezi ve Kürtler », *Toplum ve Kuram*, octobre 2013, <http://www.toplumvekuram.org/?guncelyazilar=liceden-gevere-gezi-ve-kurtler-2> (consulté le 11 novembre 2014).

De l'après-midi du 1<sup>er</sup> juin 2013 à la matinée du 11 juin, *l'Etat n'existait pas* à Taksim<sup>35</sup>, c'est-à-dire que la police ne pouvait pas s'y rendre et que les rues étaient bloquées par les barricades. Durant cette période, les manifestant-e-s ont expérimenté un mode de vie commun, collectif, et sans argent, avec l'aide de la population et du personnel de certains hôtels de Taksim. Le parc a fourni aux manifestant-e-s des espaces de dialogue et de discussion pour se comprendre les un-e-s et les autres.

Dans ce contexte, la présence des féministes et des groupes LGBT a permis d'ouvrir un dialogue et de partager des luttes. On a par exemple vu la plus grande *Gay Pride* en Turquie, soutenue par d'autres groupes et individus qui participent à *Occupy Gezi*<sup>36</sup>. La sensibilisation à leur cause et la conscience de lutter ensemble a permis de juguler les insultes sexistes et hétéro-sexistes. Nous n'avons été témoin d'aucun harcèlement sexiste ou sexuel lors de notre observation de l'occupation du parc. Nous ne l'avons pas entendu de la bouche des enquêtés non plus, et les analyses des journaux n'en ont pas révélé non plus. Ce point n'est pas anecdotique, la solidarité parmi les manifestant-e-s s'en trouvait renforcée.

La présence des féministes a permis un rapprochement avec les Kurdes, toute proportion gardée. Il faut en effet remarquer que les fondations de ce pont ont été construites par les féministes kurdes et turques en solidarité depuis plusieurs décennies contre les violences faites aux femmes et les crimes d'honneur. Elles utilisent des slogans et écrivent des textes à la fois en kurde et turc pour les manifestations et campagnes qu'elles organisent ensemble<sup>37</sup>. Nous avons pu observer le rôle des féministes, de construction d'une solidarité entre les différents groupes, quand la tension augmentait entre les groupes kurdes et nationalistes. Les groupes nationalistes ont eu une tente dans le parc, ainsi que les groupes kurdes. Même si les Kurdes étaient, au début, distant-e-s vis-à-vis de ce mouvement, du fait des médias qui

<sup>35</sup> Erdem YÖRÜK, « Taksim Komünü », *op.cit.*

<sup>36</sup> Service d'actualité mondiale de *Milliyet*, « Taksim'deki Onur Yürüyüşü'ne BBC yorumu: "Bugüne kadar..." », *Milliyet*, 01/07/2013, <http://dunya.milliyet.com.tr/taksim-deki-onur-yuruyusu-ne-bbc/dunya/detay/1730407/default.htm> (consulté le 11 novembre 2014). Le département d'actualité de *Bianet*, « Direnişin 'O' biçimi », *Bianet*, 30/06/2013, <http://www.bianet.org/bianet/lgbti/148086-onur-yuruyusu-nde-direnisiin-o-bicimi> (consulté le 11 novembre 2014).

<sup>37</sup> Service d'actualité de *Bianet*, « Türkiye'de feminist hareketin otuz yılı », *Bianet*, 30/11/2013, [http://bianet.org/files/doc\\_files/000/000/130/original/turkiyede\\_feminist\\_hareketin\\_otuz\\_yili.html](http://bianet.org/files/doc_files/000/000/130/original/turkiyede_feminist_hareketin_otuz_yili.html), (consulté le 11 novembre 2014).

ont prétendu que l'initiation venait des kémalistes, elles/ils se sont rapidement inscrit-e-s dans le pluralisme du mouvement, prenant leurs places dans la résistance. Même s'il n'y a pas eu de participation officielle du collectif de la population kurde de Turquie, la coexistence des drapeaux kurdes et turcs est un exemple frappant de leur co-participation à ce mouvement. Et, malgré les tensions, les différends ont été, sinon réglés, en tout cas mis de côté pendant l'occupation. Sur ce point nous pouvons dire que les dynamiques inclusives du mouvement, telles que sa structure non-hiérarchique, la vie ensemble sous les mêmes conditions, les expériences partagées, et un « adversaire » commun, ont participé à la construction d'un tel climat. Un dernier exemple est la co-présence des Musulman-e-s Anticapitalistes (*Antikapitalist Müslümanlar* en turc) et des athéistes dans la même lutte.

Ce qui est intéressant, dans ces exemples, c'est que les deux conflits constitutifs du peuple de Turquie, le clivant en quatre figures politiques (le nationaliste, le non-national, l'athée, et le musulman) qui, dans ce contexte, ont pu exister et agir ensemble. Le rôle des Musulman-e-s Anticapitalistes est aussi considérable contre un gouvernement néolibéral et conservateur issu d'un mouvement islamiste. Par cette solidarité, les discours du premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et des autres membres de l'AKP, qui tentaient de diviser les manifestant-e-s selon des oppositions binaires<sup>38</sup> – entre laïcité et islam, ou entre turques et kurdes – ont cessé d'être des éléments polarisants parmi les manifestant-e-s. A cet égard, *Occupy Gezi* était un des rares moments au cours duquel les différents mouvements, qui définissent l'oppression en termes de classes sociales, de genre, d'origine ethnique et de religion, pouvaient être en harmonie pour lutter ensemble politiquement. Nous pouvons dire que la violence disproportionnée de la police contre les manifestant-e-s et l'attitude marginalisante du gouvernement ont, au contraire, joué un rôle important dans cette solidarité. D'un côté, cette expérience a montré que la liberté et la paix pouvaient être garanties par une structure qui n'exclut personne. Mais, quatre strates sont nécessaires pour fonder une identité collective : le lien au territoire, les codes

<sup>38</sup> Par exemple : Timur OGUZ, « Erdoğan 'Camide içtiller' demekten neden vazgeçemez ? », *Bianet*, 22/06/2013, <http://www.bianet.org/biamag/siyaset/147816-erdogan-camide-ictiller-demekten-neden-vazgeccemez> (consulté le 11 novembre 2014).

relationnels, la mémoire collective et le projet collectif<sup>39</sup>. On peut faire l'hypothèse que les deux premières ont été effectives au cours du mouvement. En revanche, il semble peu probable que les deux dernières strates émergent aussi rapidement que le mouvement lui-même. Du fait du conflit dans le passé entre l'armée turque et le PKK et des personnes ayant perdu la vie des deux côtés, nous pouvons dire que les mémoires collectives de ces deux groupes n'ont pas d'éléments en commun. Car, la mémoire collective est systématiquement influencée par les conditions sociopolitiques dans lesquelles elle se construit. Il est aussi peu probable que ces groupes puissent construire un projet collectif, du fait de négociations<sup>40</sup> entre le gouvernement et Abdullah Öcalan sur l'autonomie de provinces majoritairement kurdes... Il est, dans tous les cas, difficile de se prononcer sur la pérennité de cette solidarité, ses dimensions conjoncturelles, et durables.

### *Ce qu'il reste de cette expérience*

Suite à l'expulsion du parc de Gezi le 15 juin 2013, hormis quelques grandes manifestations en juin et début juillet, les rues étaient plutôt calmes, mais la rupture qui avait commencé avec *Occupy Gezi* continue sous une forme moins active, faite de *boycotts* et de manifestations comme les « Homme debout » (Duran adam), une nouvelle forme de contestation pacifique qui a émergé après l'expulsion du parc et consistant à rester debout, immobile, le plus longtemps possible, comme un défi silencieux contre l'autoritarisme du gouvernement et les violences policières<sup>41</sup> ; ou encore les rassemblements hebdomadaires sur la place Taksim. Les manifestant-e-s ont organisé des « forums aux parcs » un peu partout en Turquie. Chaque forum est en contact avec les autres forums sur les réseaux sociaux en ligne. Ce qui est intéressant et nouveau c'est que, pour la première fois, les différents groupes se réunissent dans des assemblées où il est possible de parler et d'être écouté-e. Dès lors, nous pouvons

<sup>39</sup> Bernard POCHE, « L'auto-définition culturelle des mondes locaux. Le cas des mondes alpins », in Georges BERTRAND (éd.), *Identités et cultures dans les mondes alpins et italien (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 209-226.

<sup>40</sup> Jérôme BASTION, « Turquie: cessez-le-feu historique annoncé par le chef emprisonné du PKK », *op.cit.*

<sup>41</sup> Emiliana MALFATTO, « Turquie : les « hommes debout » nouvelles icônes de Taksim, *Libération*, 18/06/2013, [http://www.liberation.fr/monde/2013/06/18/turquie-les-hommes-debout-nouvelles-icones-de-taksim\\_911811](http://www.liberation.fr/monde/2013/06/18/turquie-les-hommes-debout-nouvelles-icones-de-taksim_911811) (consulté le 11 novembre 2014).



dire que ce qui est le plus important est l'effet obtenu dans la société. *Occupy Gezi* n'est pas qu'une simple énonciation des problèmes et demandes. Nous pouvons le voir comme un mouvement qui demande un changement radical de politique sociale. Dans le contexte de la Turquie, montrer les formes alternatives du vivre ensemble et de la démocratie était essentiel. Il semble que, quoi qu'il arrive, la modification des rapports sociaux de pouvoir entre les différentes classes sociales, les individu-e-s et les groupes de différentes origines ethniques et de différents sexes et de différentes sexualités, peut être permanente. Cette expérience peut se traduire comme l'expression de la volonté collective de devenir sujet (de) politique. Nous pouvons donc l'interpréter comme une rupture ouvrant sur un nouvel horizon politique et social.

# Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

---

## DOSSIER THÉMATIQUE : « LES TEMPS DE LA RUPTURE »

---

Yohann BARRES, Brice NOCENTI et François REYSSAT

Les temps de la rupture

---

## RUPTURE ET MOUVEMENTS SOCIAUX

---

Gabriela COMAN

Les manifestations de casseroles de 2012 du Québec, mouvement de réparation politique et éveil civique

Asli TELSEREN

*Occupy Gezi* : Est-il possible de penser une rupture durable ?

Dimitrios KOSMOPOULOS

Aspects de la crise politique en Grèce. Ruptures dans le système de partis politiques et positionnement du personnel politique local : le cas de la région du Pirée, 2009-2013

Federico TARRAGONI

Un corps qui émancipe : pratiques et représentations du corps dans les quartiers populaires vénézuéliens

---

## IDENTITÉS ET RUPTURE

---

Igor FIATTI

La Hongrie, un radeau à la dérive entre l'Est et l'Ouest

Jeffrey TALLANE

Une autre conversion : spiritualité antique et attitude de modernité à partir de Michel Foucault

---

## UTOPIE ET ACTION POLITIQUE : PENSER LES TEMPORALITÉS DE LA RUPTURE

---

Alice CARABEDIAN

*Le Cycle de la Culture* de Iain Banks : l'utopie hors de l'île

Sébastien BROCA

Ernst Bloch, du temps messianique à l'utopie concrète

Kevin EYBERT

Rompre avec le temps des ruptures

---

## VARIA

---

Corine RENAULT

Une lecture socio-clinique de la normalisation à l'hôpital

